

Vingt-quatrième Conférence du PROE

17-19 septembre 2013
Apia (Samoa)

POINT 9.4.3 DE L'ORDRE DU JOUR : Point sur les Stratégies nationales de gestion de l'environnement et les études d'impact sur l'environnement dans le Pacifique

Objet du document

1. Informer la Conférence des activités d'examen des Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) et de renforcement des processus d'études d'impact sur l'environnement (ÉIE) menées par le PROE (division Surveillance environnementale et gouvernance).
2. Solliciter le point de vue de la Conférence sur les activités actuelles et futures du PROE dans ces domaines.

Contexte

3. Au début des années 1990, le PROE, en partenariat avec la Banque asiatique de développement (BASD) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a entrepris d'élaborer des SNAGE pour l'ensemble de ses pays membres. De telles stratégies nationales n'avaient jamais été mises en place auparavant. Depuis, rares sont les pays qui ont procédé à une mise à jour de leur SNAGE ; la plupart ont plutôt porté leur attention sur l'élaboration et la mise en œuvre de plans thématiques liés aux accords multilatéraux sur l'environnement (AME) — par exemple, plans nationaux d'action stratégique sur la diversité biologique (PANSB) ; Programme national d'action pour l'adaptation aux changements climatiques (PANA) ; plan d'action national (PAN) pour la lutte contre la dégradation des sols et la désertification. Cette approche thématique ou sectorielle permet aux pays de s'acquitter de leurs obligations au titre des AME, mais pas nécessairement de mettre l'accent sur leurs priorités nationales.

4. Dans le cadre du projet ACP sur les AME, nous avons procédé à une mise à jour des SNAGE dans deux pays pilotes afin de concevoir une approche régionale en la matière. Au début des années 1990, l'élaboration des SNAGE s'effectuait en l'absence de cadre juridique ou politique et de planification alors qu'aujourd'hui, au contraire, il faut prendre en compte les diverses lois, institutions, politiques et instruments de planification ayant trait à l'environnement qui ont été élaborés depuis 20 ans. La démarche adoptée dans les pays pilotes sera reprise dans les autres pays membres qui en feront la demande. La mise à jour est déjà en cours au Samoa, aux Fidji et à Vanuatu, et Tuvalu a récemment transmis une demande en ce sens.

5. Le processus d'ÉIE est le principal outil de régulation environnementale des activités de développement. La plupart des pays océaniques sont désormais dotés de lois, de politiques ou de processus d'ÉIE. Dans le cadre des projets des États ACP sur les AME, le PROE s'emploie à renforcer le processus d'ÉIE et les capacités nationales de gestion de ce processus en passant en revue les directives régionales ayant trait aux ÉIE, en intégrant dans les ÉIE les obligations découlant des AME et en fournissant sur demande aux pays des conseils et un appui techniques. La croissance démographique, l'urbanisation, l'industrialisation, l'exploitation minière des fonds marins et le changement climatique représentent pour les pays océaniques autant de nouveaux défis qui appellent un renforcement des processus nationaux d'ÉIE.

6. Les SNAGE et les ÉIE contribuent à renforcer la gouvernance environnementale et à promouvoir ainsi le développement durable.

Examen des Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE)

7. Les principaux thèmes retenus pour l'examen des SNAGE réalisé dans les deux pays pilotes — Kiribati et les Îles Cook — sont le changement climatique, la biodiversité, la gestion des déchets et de la pollution, la gestion des ressources et la gouvernance environnementale. Dans les deux pays, les SNAGE sont en prise directe avec les plans de développement et servent à orienter l'élaboration du programme de travail et du budget. Elles sont également liées au Plan stratégique du PROE auquel elles servent de complément.

8. À Kiribati, la SNAGE porte le nom de *Kiribati Integrated Environment Policy* (KIEP). Amalgame de politique nationale et de plan stratégique, elle complète le volet environnemental du Plan de développement de Kiribati (KDP). La KIEP a fait l'objet d'une série de consultations nationales menées sur une période de deux ans et auxquelles ont participé les îles périphériques. Elle a été approuvée par le Conseil des ministres en juillet 2013.

9. La SNAGE des Îles Cook s'appelle « Cadre national d'action stratégique sur l'environnement » (*National Environment Strategic Action Framework* – NESAF). Elle a elle aussi fait l'objet d'une série de consultations étalées sur deux ans et auxquelles ont participé les îles périphériques assujetties au *Cook Islands Environment Act*. La NESAF est en prise directe avec le Plan national de développement durable (NSDP). Elle est désormais parvenue à l'étape de l'adoption officielle par le Conseil des ministres.

10. Nous avons répété ce processus d'examen au Samoa, et avons entamé avec le ministère de l'Environnement des Fidji des consultations internes qui déboucheront sur des consultations plus détaillées conduites à l'échelle du pays. Tuvalu s'est déclaré intéressé à entamer un tel processus d'examen.

Renforcement des processus d'études d'impact sur l'environnement (ÉIE)

11. Tous les pays membres, à l'exception des Tokélaou, sont dotés d'une loi ou de politiques/pratiques concernant les ÉIE. La plupart ont cependant besoin de conseils et d'assistance techniques ainsi que d'une aide pour renforcer leurs capacités de gestion du processus d'ÉIE. Au début des années 1990, le PROE a élaboré des directives régionales sur les ÉIE. Ces directives font actuellement l'objet d'un examen réalisé en partenariat avec la *New Zealand Association of Impact Assessment* (NZAIA) et l'Association internationale pour l'évaluation d'impact (AIEI). Ce partenariat a pour objet de faire en sorte que les directives régionales observent les meilleures pratiques internationales, et de mettre en place un réseau que les gestionnaires et les responsables de la réglementation pourront utiliser pour obtenir conseils et assistance techniques. La collaboration avec la NZAIA servira également à renforcer les capacités des pays dans la réalisation d'ÉIE portant sur des activités particulières comme l'extraction minière (classique et sur les fonds marins), le tourisme et la construction de routes, ainsi que dans la réalisation des évaluations stratégiques de l'environnement (ÉSE)

12. Le PROE a prêté assistance aux États fédérés de Micronésie, tant au niveau fédéral qu'au niveau des États, pour l'intégration dans leur processus d'ÉIE de critères ayant trait à leurs obligations nationales au titre de divers AME. Cette démarche sera étendue à l'échelle régionale et fera partie intégrante des directives régionales.

Activités futures

13. La deuxième phase du projet ACP sur les AME fournira l'occasion au Secrétariat de continuer d'aider les pays à mettre à jour leurs SNAGE et à renforcer leur processus d'ÉIE au cours des quatre prochaines années. La division Surveillance environnementale et gouvernance du PROE s'attellera à cette tâche seule ou en partenariat, en veillant à renforcer les capacités institutionnelles qui lui permettront de prêter assistance aux Membres à long terme.

Recommandation

14. La Conférence est invitée à :

- **prendre note** des progrès réalisés en ce qui concerne les SNAGE et les ÉIE ;
- **prodiguer ses conseils** sur les activités futures de la division Surveillance environnementale et gouvernance ayant trait aux SNAGE et aux ÉIE.